



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

*VERIFIER À L'AUDITION*

**Cinquième session du  
Forum régional africain pour le développement  
durable**

**Marrakech, 16-18 avril 2019**

**Allocution**

**de**

**Vera Songwe**

**Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive  
de la CEA**

**prononcée en son nom par Giovanie Biha  
Secrétaire exécutive adjointe**

Salutations protocolaires [à ajouter],

Son Excellence Saad Dine El Otmani, Chef du Gouvernement du Maroc,

Honorable, Nezha El Ouafi, Secrétaire d'Etat chargée du développement durable du Maroc

Son Excellence Karim Kassi lahlou, Wali de la Région de Marrakech

Son Excellence Ahmed Akhchichine, Président du Conseil Régional de Marrakech

Son Excellence Mohamed Labrbi Belcaid, Président du Conseil Communal de la ville Marrakech,

Mr. Amadou Lamine Guissé, Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et du Développement durable du Sénégal et Président du Bureau sortant de la quatrième session du Forum Régional Africain sur le Développement Durable

Mr. Mesfin Tessema, Représentant de la Commission de l'Union Africain

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de vous souhaiter, au nom de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et en mon nom propre, la bienvenue à cette **cinquième session du Forum régional africain pour le développement durable**, qui se tient sur le thème « **Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité** », sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du Maroc.

**L'objectif du Forum** est de faire **progresser la mise en œuvre des objectifs de développement durable du Programme 2030 et des aspirations énoncées dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine**. Dans cette perspective, le Forum offre une plateforme **multipartite pour le suivi et l'examen des progrès et des difficultés** de la mise en œuvre, **facilite l'apprentissage par les pairs et préconise des mesures et des actions politiques** efficaces pour atteindre les objectifs des deux programmes. Au cours du processus, il dégage un consensus sur les messages clés que la région soumet au Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

La réalisation de cet objectif exige des efforts collectifs de notre part en tant qu'États membres, entités des Nations Unies, organisations régionales, partenaires de développement, société civile et secteur privé.

Permettez-moi donc de commencer par remercier notre pays hôte - le Royaume du Maroc – de s'être tant investi avec nous dans la préparation du Forum, depuis qu'à la **quatrième session tenue à Dakar (Sénégal) l'année dernière**, sa proposition d'accueillir la présente session a été acceptée à l'unanimité.

Je voudrais également remercier nos **organisations régionales partenaires et les partenaires du système des Nations Unies** pour tous les efforts qu'ils ont déployés pour préparer la présente session. Je remercie aussi **les grands groupes et les autres partenaires** qui n'ont cessé de soutenir le Forum, en particulier en organisant à l'occasion des **manifestations parallèles de qualité**, comme on a pu le voir hier.

Aujourd'hui, nous sommes à 11 ans seulement de 2030 et nous en sommes déjà au quatrième forum depuis l'adoption du Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030 (dans lequel nous nous sommes engagés à « ne laisser personne de côté ») et six ans après le lancement en 2013 de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (« l'Afrique que nous voulons »).

Il convient donc que nous prenions le temps de savoir d'où nous venons, où nous allons et comment nous y parviendrons plus rapidement et de manière plus efficace.

En 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (**Rio+20**), « **L'avenir que nous voulons** », a décidé la mise en place du **Forum politique de haut niveau sur le développement durable** en tant que plateforme centrale des Nations Unies pour le suivi et l'examen du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable.

Pour s'acquitter de ce mandat, **l'Assemblée générale des Nations Unies** a adopté en **juillet 2013 une résolution fixant le format et les aspects organisationnels du Forum de haut niveau** et décidé que celui-ci s'appuierait, **entre autres, sur des processus préparatoires régionaux**.

L'Afrique a été la **première région à donner suite à la résolution de l'Assemblée générale** visant à apporter une contribution régionale au Forum de haut niveau en organisant, par l'intermédiaire de la CEA, des entités des Nations Unies et des organisations régionales, dont la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement, **le premier Forum régional africain sur le développement durable, qui s'est tenu les 17 et 18 juin 2015** immédiatement après la session du Comité du développement durable de la CEA.

Ce premier forum a examiné diverses questions, dont le thème du Forum de haut niveau de 2015, à savoir : « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et l'examen : le rôle des organismes de développement durable après 2015 ».

Nous voici, **quatre ans après, à la cinquième session du Forum**, qui se tient également **les 17 et 18 du mois** – fût-ce par destin ou par coïncidence - pour faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD retenus pour le Forum de haut niveau de l'année et des aspirations correspondantes de l'Agenda 2063 dans les sous-thèmes suivants :

- Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité (**objectif 4**)
- Promouvoir une croissance économique et un travail décent pour tous (**objectif 8**)
- Réduire les inégalités (**objectif 10**)
- Intensifier l'action en faveur du climat (**objectif 13**)
- Assurer la paix, la justice et des institutions efficaces (**objectif 16**) ; et
- Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable (**objectif 17**).

Ainsi, quels progrès avons-nous réalisés à ce jour avec le Forum et le processus du Forum de haut niveau ? Où en sommes-nous concernant les progrès que nous faisons dans la réalisation des ODD ?

Excellences, mesdames et messieurs. Je suis désolé de devoir vous dire que les progrès accomplis dans de nombreux pays africains dans la mise en œuvre des ODD sont encore lents. **Au vu des ambitions, du rythme et de l'échelle actuels de la mise en œuvre des ODD, l'Afrique n'atteindra pas ces objectifs d'ici 2030.**

En décembre 2018, la CEA a lancé l'**Horloge de mesure de la pauvreté**, qui affiche en temps réel les prévisions concernant les taux de pauvreté de chaque pays du continent.

Excellences, Mesdames et Messieurs, l'Horloge montre que d'ici 2030, **à l'exception de quelques pays d'Afrique du Nord, tous les pays africains sont loin d'être en voie de réduire le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté**, et même que, dans certains pays, le nombre de personnes vivant dans des conditions aussi difficiles va augmenter !

Le taux de croissance économique moyen des pays africains, qui était de 3,2 % en 2018, reste en deçà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable sur le continent. Pour être sur la bonne voie et atteindre les ODD, le taux de croissance du PIB par habitant de 0,6 % doit plus que tripler.

Le temps presse et il nous faut des mesures urgentes et innovantes pour sortir les populations africaines de la pauvreté.

S'agissant des sous-thèmes que le Forum examine cette année, les préoccupations sont tout aussi alarmantes. Par exemple :

- Pour ce qui est **d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité**, sur un pied d'égalité, nous notons que l'Afrique a la plus faible proportion d'enseignants formés au monde et que **l'offre d'enseignants formés** aux niveaux primaire et secondaire est encore très inférieure à celle qu'il faut pour promouvoir une éducation de qualité. Par ailleurs, bien que le taux d'achèvement de **l'enseignement primaire se soit globalement amélioré** dans certains pays africains, il n'en demeure pas moins que **les deux tiers des pays du continent ne parviennent pas à réaliser pleinement cet objectif**.
- **En ce qui concerne la promotion d'une croissance économique et d'un travail décent pour tous**, le plein-emploi **productif et un travail décent pour tous demeurent un défi de taille pour les pays africains**, qui ont le taux le plus élevé **d'emplois vulnérables** au monde, avec une moyenne de 66 %, et où l'emploi dépendant du **secteur informel** est extrêmement répandu, à un taux estimé à 85 %.
- **S'agissant de la réduction des inégalités**, des progrès considérables ont été réalisés pour sortir les populations de la pauvreté et réduire les inégalités, mais **l'Afrique reste encore l'une des régions du monde les plus inégales, avec de grandes disparités** de revenus et de richesse, d'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, à l'énergie, à la terre, à l'eau potable et à d'autres actifs et ressources essentiels pour mener une vie pleine et digne.
- En ce qui concerne **l'intensification de l'action en faveur du climat**, le continent continue d'être **gravement touché par les effets néfastes des changements climatiques**, comme on a pu le voir récemment avec les conséquences catastrophiques du **cyclone tropical Idai** au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe, qui a fait des centaines de morts, déplacé près de 150 000 personnes et gravement endommagé les infrastructures essentielles de ces pays. **Les changements climatiques sont une question transversale qui touche tous les ODD** et « **aggrave les menaces** », les vulnérabilités et les inégalités structurelles existantes et qui **nécessite des investissements de près de**

**3 mille milliards de dollars US** pour financer les contributions déterminées au niveau national à l'action en faveur du climat au titre de l'Accord de Paris. Pourtant, les flux de financement du développement liés au climat vers le continent restent très faibles et très en deçà de ce qui est nécessaire.

- Pour ce qui est **d'assurer la paix, la justice et des institutions efficaces**, bien que des élections démocratiques continuent plus en plus d'être organisées, **l'insécurité, les troubles sociaux, les tensions politiques et les émeutes ne cessent de faire des ravages sur le continent**, tandis que l'espace de la société civile continue de se réduire et que la liberté d'association et de réunion, les droits et libertés civils et la liberté d'expression continuent de reculer. **La corruption fragilise toujours la bonne gouvernance et les flux financiers illicites en provenance du continent ne cessent de grimper.**
- S'agissant du **renforcement des moyens de mise en œuvre et des partenariats pour le développement durable**, l'Afrique a besoin de quelque 600 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour financer les objectifs de développement durable, et ce dans un contexte caractérisé par une marge de manœuvre budgétaire réduite et un **ratio recettes fiscales et recettes publiques-PIB faible**, une dette croissante, une **croissance faible dans la plupart des pays, des flux financiers et de transferts technologiques pour le développement limités, une faible participation du secteur privé et le manque de données et de moyens pour suivre les indicateurs**, parmi d'autres défis.

Mais **tout n'est pas sombre sur le tableau pour le continent**. Nous constatons des **progrès dans de nombreux domaines** et les effets positifs des processus du Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

Par rapport au thème du Forum de cette année, nous constatons que :

- Dans le domaine de l'éducation, les **taux d'achèvement du cycle primaire se sont améliorés** dans un beaucoup de pays, et la **parité entre les sexes dans le primaire et le premier cycle du secondaire s'est accrue** ces dernières années.
- Pour ce qui est l'intensification de l'action climatique, **tous les pays africains ont signé l'Accord de Paris et, en mars 2019, 48 d'entre eux l'avaient déjà ratifié**, tout en affichant d'ambitieuses contributions déterminées au niveau national à l'action climatique.

- S’agissant de paix, de justice et d’institutions efficaces, **la gouvernance en Afrique s’améliore dans l’ensemble**, des progrès ayant été accomplis concernant la promotion de l’état de droit, l’élargissement de la participation dans l’espace démocratique, les droits de l’homme, la transparence et la responsabilité.

En outre, **depuis 2016, le nombre d’examens nationaux volontaires dans le monde et en Afrique augmente chaque année**, passant de 22 en 2016 à 50 en 2019.

En 2016, **6 des 22** pays ayant mené des examens nationaux volontaires étaient africains, et la proportion n’a depuis cessé d’augmenter pour passer à :

- 7 sur 43 en 2017 ;
- 10 sur 46 en 2018 et
- 18 sur 50 en 2019. Et nous attendons avec impatience d’apprendre de nos 18 pays les expériences et les enseignements tirés de ces examens.

Malgré la participation active des pays africains aux examens nationaux volontaires, **18 d’entre eux ne se sont pas encore engagés dans le processus**, et l’an 2030 approche à grands pas !

Toutefois, le nombre croissant de pays africains qui effectuent des examens nationaux volontaires **témoigne de la confiance grandissante** qu’ont ces pays dans l’avancement du programme de développement.

Des progrès satisfaisants ont également été enregistrés en ce qui concerne l’impact du processus du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.

- Partout dans le monde, de nombreux pays **alignent leurs politiques et plans de développement nationaux sur le développement durable**, mais en Afrique, nous avons encore un défi à relever dans ce domaine, **les plans de développement nationaux, en particulier, étant faiblement alignés sur les objectifs de développement durable et de l’Agenda 2063** ! Les pays devront pleinement intégrer les objectifs des deux programmes dans leurs politiques et plans, leurs budgets nationaux, leurs approches en matière d’investissement ainsi que de participation et de développement du secteur privé.
- Certains pays ont même **établi des feuilles de route pour la réalisation** des objectifs de développement et d’autres des **stratégies visant à accroître la**

**participation des entités non étatiques et infranationales** à la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

- C'est pourquoi, au niveau mondial, on assiste de plus en plus à des **initiatives proactives** du secteur privé visant à promouvoir les objectifs de développement durable.

L'alignement des plans nationaux de développement sur ces objectifs et sur ceux de l'Agenda 2063 **garantit la cohérence des objectifs et permet d'avoir un mécanisme unique** de suivi, d'évaluation et de communication concernant les indicateurs.

**La CEA dirige l'élaboration d'un ensemble d'outils intégrés de planification et d'établissement de rapports** qui permettront d'aligner les deux programmes et de faciliter leur intégration dans les plans de développement nationaux. Nous serons heureux d'aider les États membres à utiliser cet ensemble d'outils, en particulier dans le cadre du processus de l'examen national volontaire.

Comme je l'ai déjà mentionné, le Forum - également étayé par les examens nationaux volontaires- nous donne **l'occasion de réfléchir sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs, la direction que nous prenons et les mesures que nous devons prendre pour atteindre nos cibles plus rapidement et plus efficacement ensemble, afin que personne ne soit laissé pour compte.**

Pour y parvenir, il faut des mesures et des stratégies urgentes et audacieuses à tous les niveaux, notamment :

- Un **nouvel ordre mondial multilatéral** qui assure une **traduction rapide des déclarations d'intentions en actions concrètes et des partenariats** permettant de mettre en œuvre de manière efficace aussi bien les objectifs de développement durable que l'Agenda 2063.
- Une **volonté politique audacieuse et des dirigeants porteurs de transformation** pour stimuler et catalyser les résultats du développement durable.
- Des stratégies tendant à **saisir l'occasion des mégatendances** de la croissance démographique, de la croissance de la classe moyenne, de l'urbanisation et de l'industrialisation rapides, des changements climatiques, des avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine, des difficultés économiques mondiales, de la baisse des prix mondiaux des produits de base, notamment, pour

redéfinir et étalonner les économies en vue d'améliorer les résultats de développement ;

- **Le pilotage par les pays**, d'abord, de l'alignement des plans nationaux de développement sur les objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 en appliquant des démarches pangouvernementales intégrées ; deuxièmement, du renforcement des capacités de mise en œuvre intégrée ; troisièmement, de la création d'un environnement propice à une participation accrue des acteurs non étatiques, en particulier le secteur privé et la société civile ; quatrièmement, de la mise à profit des actuels faibles ratios recettes fiscales et recettes publiques- PIB pour élargir les marges budgétaires afin de mobiliser des ressources intérieures et financer des objectifs de développement ; cinquièmement, du renforcement de la gouvernance et des institutions et, sixièmement, de l'investissement dans les statistiques nationales de suivi et d'évaluation et d'établissement de rapports concernant les indicateurs du développement.

Mais nous devons également tirer parti des possibilités offertes par le processus du Forum de haut niveau et des contributions régionales.

**Veillons donc à ce que le Forum régional africain pour le développement durable serve de catalyseur pour des actions spécifiques visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.**

L'un des moyens d'y parvenir est **d'élargir les possibilités d'apprentissage par les pairs au sein du Forum régional sur les expériences de mise en œuvre des deux programmes** et d'élaborer des stratégies fondées sur des recherches empiriques et analytiques, le but étant de faire en sorte que chaque **Forum débouche sur des solutions et une feuille de route pratique** pouvant aider les pays, en particulier ceux qui ont l'intention de mener des examens nationaux volontaires, à appliquer leur programme de développement .

Ainsi, nous pouvons faire en sorte que l'ensemble du processus aboutisse à des progrès accélérés d'année en année vers la réalisation du programme de développement de l'Afrique.

J'attends donc avec impatience les résultats qui se dégageront de nos délibérations au cours de ce Forum et espère l'émergence d'un plan d'action solide qui nous guidera dans la poursuite de nos objectifs.

Tout en vous souhaitant des travaux très fructueux, je vous remercie de votre aimable attention.